

COMMÉMORATION

L'USJ se promet de rebâtir ce que la crise a compromis

Nous résistons avec « 10 à 15 % des moyens des bons jours », révèle le recteur de l'USJ à l'occasion de la fête patronale de l'université.

Fady NOUN

L'université est appelée à faire face à tout ce qui est contraire à sa mission, à « résister, repenser et reconstruire le Liban ». C'est sous ces trois mots que le recteur de l'USJ, le Pr Salim Daccache, a placé cette année son discours annuel sur l'état de l'institution, qu'il a prononcé samedi à l'occasion de la fête patronale de l'Université Saint-Joseph. Ce moment où la communauté universitaire se retrouve traditionnellement pour une messe, un discours et un repas convivial s'est limité cette année, en raison des circonstances sanitaires et économiques, à un auditoire restreint où figuraient toutefois le ministre de l'Éducation, le nonce apostolique, des membres du conseil stratégique de l'université et quelques hauts cadres administratifs et académiques.

« Résister, y souligne le recteur, c'est relever le défi de survivre et continuer à faire fonctionner une université avec 10 à 15 % des moyens normaux des bons jours », sachant que « 72 % du coût des dépenses générales sont payés en devises ».

Mais pour commencer, résister, dit-il, c'est « rejeter ceux et ce qui menace de casser les liens sociaux entre Libanais ». Autre acte de résistance défini par le Pr Daccache, celui que l'on oppose à l'apathie civique qui conduit à l'abstentionnisme aux élections, comme à la tentation de quitter le pays.

L'éducation comme marchandise

Abordant le volet de la reconstruction, Salim Daccache rappelle que la restauration de la bibliothèque orientale, endommagée par l'explosion du 4 août 2020, et celle du Musée de la préhistoire au Liban, un joyau méconnu, ou encore la pose de la première pierre d'un musée de l'art moderne, ne sont que les signes d'un souci fondamental : « La nécessité de reconstruire un autre domaine bien plus stratégique, celui de l'éducation scolaire, technique et universitaire », une tâche « que les universités, toutes ensemble, avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur doivent assumer avec courage ».

Le recteur rappelle à ce sujet que cette crise est antérieure à l'effondrement de la livre et à la pandémie, et s'explique notamment par un mer-

cantilisme qui a fait de l'éducation un produit commercial comme un autre, soumis à la loi de l'offre et de la demande. Cette façon de faire, relève-t-il, a donné des résultats catastrophiques en termes de qualité, et a conduit l'élève libanais à figurer « en queue du peloton des pays arabes en sciences et mathématiques, après qu'ils étaient parmi les premiers dans les années 1980 ».

Au problème des budgets de fonctionnement s'est ajouté celui de « la multiplication des établissements universitaires à valeur marchande et les scandales répétés des diplômes soi-disant vendus ou traficotés laisse un voile de laisser-aller sur l'ensemble du système universitaire libanais ».

Le recteur soulève aussi le problème des fonds de bourse et des fonds de retraite « bloqués dans les banques », et parle de la catastrophe de l'exode des cerveaux qui draine les détenteurs de diplômes vers les universités étrangères. Il signale aussi « les réductions des scolarités de l'ordre de 85 % de leurs montants réels habituels et, par conséquent, la baisse des budgets affectés à la recherche scientifique, aux honoraires et aux différentes dépenses nécessaires pour la marche de l'institution comme le carburant, l'informatique, les abonnements aux documents, sans parler du départ parfois massif des enseignants, des chercheurs et des agents spécialisés ».

Reconstruction de l'administration

Le Pr Daccache parle enfin « d'une autre action plus directe et appréciable » menée par le groupe Impact USJ en collaboration avec le coordinateur des Nations unies à Beyrouth, le directeur de la Banque mondiale, l'ambassade du Royaume-Uni, l'Inspection centrale et les ministres des Affaires sociales et de la Santé, et dont l'un des objectifs est d'initier les étudiants à une intégration au secteur public. « Notre contribution à l'édification de cette œuvre magistrale de la reconstruction de l'administration publique, dira-t-il, je voudrais qu'elle soit systématique, éthiquement percevable car, dans le travail de l'administration, il y a une part de sacerdoce qui fut bien honorée dans le temps et qu'il faudra aujourd'hui rétablir et renforcer avec des moines de l'administration du XXI^e siècle. »